



**MINISTÈRE
DES SPORTS,
DE LA JEUNESSE
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle Ressources National
Sport Innovations

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHE N° CREPS-PDL-002-25

« REALISATION D'UN DEMONSTRATEUR VIRTUEL DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024 »

OBJET :

Le présent marché a pour objet la conception, le développement et la livraison d'un démonstrateur (« simulateur numérique »), mettant virtuellement en scène l'ensemble des composantes de l'offre française liées à la livraison et à l'organisation des JOP de Paris 2024.

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION ET PRESENTATION DE L'ACHETEUR

1. La direction des Sports, du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative

La direction des Sports définit la stratégie nationale de l'État dans le champ du sport et met en œuvre les priorités ministérielles, notamment :

- le développement de la place des activités physiques et sportives dans la société, à des fins de santé, d'éducation et d'émancipation, d'insertion professionnelle, de mixité, d'inclusion, d'insertion et d'intégration sociale, et d'attractivité des territoires ;
- la transition écologique du sport et la sobriété ;
- la sécurité du cadre de pratique des activités sportives ;

- l'amélioration de la performance sportive et le sport de haut niveau ;
- l'adaptation de l'encadrement du sport aux nouveaux enjeux et besoins, à travers l'évolution de l'offre et la professionnalisation des acteurs ;
- l'accompagnement des acteurs dans le cadre de la nouvelle gouvernance territoriale.

2. Le Pôle Ressources National Sport Innovations (PRN SI), du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative

Le PRN SI est implanté au sein du CREPS des Pays de la Loire. Il a pour mission d'appuyer la direction des Sports dans l'analyse et les modalités de réponse aux enjeux sociaux de développement de la pratique pour tous (objectif atteint de + 3 millions de pratiquants en 2024) et d'adaptation à de nouveaux contextes sociétaux, quels que soient les territoires et les publics. L'objectif est de rapprocher le sport de ses usagers (offres de nouvelles pratiques et de meilleurs services, nouveaux équipements, synergies territoriales, etc.).

Ses interventions se structurent autour des enjeux et objectifs suivants :

- acculturer, accompagner et conseiller les acteurs aux thématiques de l'innovation ;
- informer en constituant une base de ressources documentaires et en réalisant une veille sur les champs de l'innovation ;
- promouvoir et valoriser les bonnes pratiques et expériences innovantes ;
- animer un réseau d'acteurs et /ou d'experts.

Le PRN SI exerce également la mission de l'administration du système d'information Data ES, outil de recensement des équipements sportifs sur le territoire.

3. Le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) des Pays de la Loire

Le CREPS des Pays de la Loire, établissement public local de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, est chargé d'assurer le fonctionnement du PRN SI dans le cadre de la convention passée à cet effet avec la ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative.

À ce titre, il exerce le pouvoir adjudicateur du présent marché.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour finalité la conception, le développement et la livraison d'un « simulateur numérique », mettant virtuellement en scène l'ensemble des composantes de l'offre française liées à la livraison et à l'organisation des JOP de Paris 2024. Le démonstrateur JOP 2024 doit permettre de valoriser l'ensemble des acteurs économiques français impliqués dans la livraison des ouvrages olympiques et l'organisation des JOP. Il constituera ainsi la vitrine de l'excellente organisationnelle de Paris 2024.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3.1 – Procédure de consultation :

La présente consultation est lancée sous forme procédure de marché à procédure adaptée passée en application de l'article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Il appartient aux candidats de remettre, avant la date limite de dépôt indiquée à l'article 6.1 du présent règlement, un dossier comportant à la fois les pièces relatives à leur candidature et à leur offre.

ARTICLE 3.2 – Variantes exigées :

Les candidats pourront proposer des variantes.

ARTICLE 3.3 – Délai de validité et négociation :

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des propositions.

La négociation est possible avant la signature de l'acte d'engagement.

Si elle s'avère utile pour départager les meilleures offres, voire en améliorer le contenu ou l'analyse, elle ne sera ouverte qu'aux plus pertinentes conformément aux critères définis à l'article 8 infra dans la limite de 3 candidats au maximum.

Tous se verront si ce cas de figure est appliqué adresser les mêmes questions auxquelles ils devront répondre dans le même délai.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

Le détail des prestations figure dans le cahier des clauses techniques particulières, joint au présent dossier de consultation.

ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION

ARTICLE 5.1 – Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est librement accessible via :

- le site Internet du CREPS des Pays de la Loire à l'adresse : <https://www.creps-pdl.sports.gouv.fr/creps.marches-publics> ;
- la plateforme www.e-marchespublics.com.

Aucune copie du dossier de consultation sous format papier ne sera délivrée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5.2 – Contenu du dossier de consultation :

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le règlement de consultation - RC
- L'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières - CCAP
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes – CCTP
- DC1 – Lettre de candidature, désignation des co-traitants
- DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

ARTICLE 5.3 – Modifications apportées au dossier de consultation :

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation. Lors de l'analyse du dossier de consultation, les candidats se doivent de signaler au pouvoir adjudicateur toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans un des documents précités ou entre deux documents constituant le dossier de consultation.

Le CREPS des Pays de la Loire se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques six (6) jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures et des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature ou de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents relatifs à la présente consultation, le délai de réception des offres pourra être prolongé

de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées. Les candidats seront informés électroniquement.

ARTICLE 6 – TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE

ARTICLE 6.1 – Date limite de dépôt :

Les candidats remettront impérativement leur candidature et leur offre avant le vendredi 2 mai 2025 à 13h00.

Les plis qui arriveraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus seront considérés comme hors délais et seront automatiquement rejetés.

ARTICLE 6.2 – Plateforme de dépôt :

Les candidats devront déposer leurs plis exclusivement sous forme dématérialisée sur la plateforme www.e-marchespublics.com.

Aucune transmission sur support papier, sur un autre support électronique ou par télécopie n'est acceptée, sauf pour ce qui concerne l'envoi d'une copie de sauvegarde.

Le candidat est invité à transmettre ses fichiers en respectant les indications fournies par la plateforme.

Tout document présentant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

➤ Présentation des dossiers :

Les formats compatibles dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- PDF
- DOC (WORD)
- XLS
- ZIP

Les candidats et soumissionnaires sont invités à :

- ne pas utiliser les formats de fichiers exécutables : ".exe",
- ne pas utiliser de "macros" dans les documents textes et feuilles de calculs,
- ne pas utiliser de vidéo,
- faire en sorte que la taille des fichiers composant sa candidature et son offre ne soit pas trop volumineuse,
- ne pas intégrer des ZIP de la totalité des fichiers mais à signer individuellement les fichiers.

➤ Signataire

Seule la signature de l'acte d'engagement est exigée.

La signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat, à savoir :

- le représentant légal du candidat ;
- toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat et en cours de validité.

ARTICLE 7 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres devront être rédigées entièrement en langue française et exprimées en Euros.

- L'Acte d'Engagement, complété, daté et signé indiquant l'offre de prix
- DC1 – Lettre de candidature, désignation des co-traitants renseigné
- DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement renseigné
- Un mémoire technique conforme aux prescriptions détaillées dans le CCTP comportant :
 - présentation de la société, ses références en équipements sportifs et ses engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises ;
 - la proposition devra présenter *a minima* les éléments suivants :
 - libellé et une colonne indiquant les références au CCTP ;
 - description détaillée de l'offre ;
 - échantillons envisagés pour l'enquête ;
 - partenaires, prestataires et sous-traitants (le cas échéant) ;

Dans l'hypothèse où l'acheteur constaterait que des pièces dont la production est demandée dans le présent règlement de consultation sont manquantes ou incomplètes, il pourra décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai à déterminer par ses soins, décompté à compter de la date de réception par le candidat de la demande.

La demande sera effectuée par courrier électronique via la plateforme www.e-marchespublics.com.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'adresser, dans les mêmes conditions, aux candidats d'éventuelles demandes de production de compléments et précisions sur la teneur de leur offre.

ARTICLE 8 – ANALYSE DES OFFRES

La sélection se fera en fonction des critères présentés ci-dessous :

Critère 1 – qualité technique et pertinence de la prestation proposée : 50 %

- Compréhension du contexte, des enjeux et des attendus de l'étude à réaliser : 20 %
- Méthodologie et échantillonnage : 20 %
- Clarté et caractère pédagogique de la réponse : 10 %

Critère 2 – analyse du coût au regard de la prestation : 15 %

Critère 3 – qualité de l'équipe dédiée (effectifs, formations, expériences) : 35 %

Les notes sont pondérées par application du coefficient ci-dessus et arrondies à 2 décimales.

ARTICLE 9 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Après analyse des offres des soumissionnaires, il sera procédé au classement des offres et au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse en application des critères de sélection des offres.

Le marché sera attribué au candidat ayant le plus grand nombre de points, après application des coefficients de pondération.

Le choix du candidat est prévu le mardi 20 mai 2025.

ARTICLE 10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre administratif ou technique peuvent être obtenus sur demande effectuées sur la plateforme www.e-marchespublics.com.

Les réponses seront faites collectivement aux entreprises ayant retiré le dossier de consultation.

Les questions d'ordre administratif ou techniques devront parvenir 10 jours avant la date limite de remise des candidatures et des offres.

Il ne sera répondu à aucune question technique par téléphone.